



**LE COMBAT EST ENGAGÉ,
POURSUIVONS, AMPLIFIONS LA LUTTE
POUR GAGNER LE RETRAIT !**

Le 19 janvier, partout en France, plus de deux millions de travailleuses, de travailleurs et de jeunes se sont mobilisés contre le projet de réforme des retraites du gouvernement, dans le public comme dans le privé.

En Côte d'Or près de 15 000 manifestants à Dijon et Montbard, de nombreuses entreprises avec de forts taux de grévistes, sont autant de signes encourageants pour amplifier les mobilisations et actions dans le département

Cette mobilisation massive confirme que cette réforme, qui s'oppose aux intérêts de l'ensemble des salarié-e-s, est inacceptable.

D'ailleurs, les Français ne s'y trompent pas : plus de 700 000 personnes ont déjà signé la pétition intersyndicale. Si ce n'est déjà fait, rejoignez-les !

N'ayons aucun doute, un système de retraite plus juste, financé par un autre partage des richesses, est possible !

La grève et les actions puissantes et déterminées imposeront le retrait

L'UD CGT 21 appelle à multiplier les actions et initiatives, partout sur le territoire et dans les entreprises.

Participez aux assemblées générales pour discuter des poursuites de la mobilisation et de la grève.

Des initiatives fortes sont prévues entre la journée du 19 janvier et la journée nationale du 31 Janvier.

Si ensemble nous faisons connaître et portons les propositions de la CGT et en luttant: le gouvernement devra renoncer à cette réforme.

Soyons déterminés contre ce projet de réforme des retraites.

**L'Union Départementale CGT de Côte d'Or appelle à une
nouvelle journée de grèves et de manifestations
interprofessionnelles le 31 janvier.**

**10h Beaune Porte Saint Nicolas
14h Dijon place de la Libération
15h Montbard place Gambetta**

**TOUS ENSEMBLE, EN LUTTE ET OFFENSIFS,
FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT !**

Le gouvernement n'arrête pas marteler dans les médias la nécessité de faire cette réforme alors que la président du Conseil d'Orientation des Retraites à démontré lors de son audition du 19 janvier dernier devant les député-es qu'il n'était pas nécessaire de faire la réforme des retraites.

Ci-dessous les propositions de la CGT pour améliorer le financement de notre régime par répartition.

Quelques propositions de la CGT que le Gouvernement, Ministres et Majorité présidentielle ne veulent pas entendre pour imposer LEUR réforme des retraites.

Le chiffre de 13,5 milliards à horizon 2030 (ou même 12 milliards en 2027) retenu par gouvernement est largement discutable du fait des hypothèses du COR. En aucun cas le système n'est en danger

- 12 milliards de « déficit » en 2027 = 3% des dépenses du système (370 milliards€)
- Une hausse de 0,8 point de cotisation suffirait à combler ce déficit, soit 8.25€ par mois pour de cotisations salariales et 8.25€ de cotisations patronales (si partage à 50/50) pour un SMIC CGT à 2000€!
- Le système de retraites dans son ensemble dispose de 200 milliards € de réserves

Financement de nos propositions

- La redistribution est l'élément central de notre système par répartition
- En finir avec les exonérations de cotisations
- Mettre à contribution les revenus du capital
- Elargir l'assiette des revenus soumis à cotisations
- Augmenter les taux de cotisation retraites
- L'augmentation des salaires est indispensable :
- Hausse des salaires de 5% dans le privé: 9 milliards € de cotisations supplémentaires pour la branche retraites
- Hausse du point d'indice de 5% : 1,25 milliard € de cotisations retraites. Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2010, ça ferait 5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires dans les conditions actuelles
- Une vraie politique de l'emploi : 100 000 emplois privés = 800 millions d'euros de cotisations retraites
- On estime à environ 1.7 millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés avec le passage aux 32h dans le privé, soit 13.6Mds€ de cotisations retraites supplémentaires.
- Pour les seules exonérations de cotisations retraites, on est à 18,5 milliards d'euros donc 2,5 milliards non compensées, c'est-à-dire qui pénalisent directement le système de retraites.

Au total, nos propositions rapporteraient une somme de l'ordre de 100 milliards € par an pour la Sécurité Sociale